

**PRÉFECTURE DU VAR**

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES AFFAIRES MARITIMES

**ARRETE COMPLEMENTAIRE EN DATE DU 15 DEC. 2009  
CONCERNANT LES INSTALLATIONS DE L'USINE D'INCINERATION DES  
ORDURES MENAGERES EXPLOITEES PAR  
LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE URABAIN DE L'AIRE TOULONNAISE - CCUAT -  
ET PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT ET DE TRAITEMENT  
DES ORDURES MENAGERES - SITTOMAT -**

**- COMMUNE DE TOULON-**

**Le Préfet du VAR,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement (parties législative et réglementaire),

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 2005 autorisant la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) à exploiter, les installations d'incinération d'ordures ménagères situées quartier l'Escaillon, chemin Gastaldo à TOULON,

Vu les lettres en date des 21 avril et 22 juin 2009 par lesquelles l'exploitant sollicite la modification de certaines prescriptions prévues par l'arrêté précité,

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 17 juillet 2009,

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 21 octobre 2009,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

## A R R E T E

### ARTICLE I

La Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT), dont le siège social est situé chemin Gaétan Galtaldo, quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT), dont le siège social est situé à la mairie de TOULON et dont le siège administratif chemin Gaétan Galtaldo, quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, sont autorisés à poursuivre l'exploitation de l'unité d'incinération des ordures ménagères, située chemin Gaétan Galtaldo, quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, sous réserve des prescriptions édictées ci-après.

### ARTICLE II

Les prescriptions des articles ci-après de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 par lequel la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) ont été autorisés à exploiter l'usine d'incinération des ordures ménagères à TOULON sont modifiées ainsi qu'il suit :

#### ARTICLE 1 – LISTE DES RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE :

Dans le tableau figurant dans cet article, la rubrique 1180-1 relative à « Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : 1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de produits. D » est supprimée.

#### ARTICLE 3.3.6 – CONDITIONS DE COMBUSTION (article 9 de l'AM du 20/09/02) :

##### ARTICLE 3.3.6.1 – QUALITE DES RESIDUS

Cet article ainsi libellé :

« Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 3 % de ce poids sec. »

est remplacé par :

« Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3 % du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 3 % de ce poids sec. La perte au feu est à 5 % pour les mâchefers issus des installations traitant uniquement des déchets ménagers. »

**ARTICLE 3.3.19 – POINT DE REJET (article 22 de l'AM du 20/09/02) :**

Le premier alinéa de cet article, ainsi libellé :

« Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités et des eaux de ruissellement non polluées doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible, à savoir :

- un point de rejet en mer pour les effluents aqueux traités, via l'émissaire de la station d'épuration intercommunale du Cap Sicié puisque ces effluents sont rejetés dans le réseau d'assainissement public qui aboutit à cette station.
- un point de rejet en mer pour les eaux de ruissellement non polluées, via le réseau public de collecte des eaux pluviales puisque ces eaux de ruissellement sont rejetées dans ce réseau.

est remplacé par :

« Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités et des eaux de ruissellement non polluées doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible, à savoir :

- aucun point de rejet pour les effluents aqueux de type industriel ou les eaux de ruissellement polluées (en cas d'impossibilité de recyclage, ces effluents sont éliminés comme des déchets dans une installation régulièrement autorisée à cet effet),
- un point de rejet en mer pour les eaux de ruissellement non polluées, via le réseau public de collecte des eaux pluviales puisque ces eaux de ruissellement sont rejetées dans ce réseau. »

**ARTICLE 3.3.20 – TRAITEMENT DES REJETS AQUEUX EN DEHORS DU SITE DE L'INSTALLATION DANS UNE STATION D'EPURATION COLLECTIVE (article 24 de l'AM du 20/09/02) :**

Les prescriptions de cet article sont abrogées.

**ARTICLE 3.3.21 – CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'EAU (article 25 de l'AM du 20/09/02) :**

Les dispositions de cet article sont abrogées.

**ARTICLE 3.3.25 – SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX (article 29 de l'AM du 20/09/02) :**

Les dispositions de cet article sont abrogées.

**ARTICLE III – DELAIS DE RESPECT DES PRESCRIPTIONS**

L'ensemble des dispositions définies à l'article II du présent arrêté est applicable à compter du jour de sa notification à l'exploitant.

#### ARTICLE IV

Une copie dudit arrêté sera déposée à la mairie de TOULON et pourra y être consultée.

D'autre part, un extrait de l'arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de TOULON.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE V

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

#### ARTICLE VI

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Maire de TOULON,

L'Inspecteur des Installations Classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à la Directrice Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture, au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Toulon, le 15 DEC. 2003

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Jérôme GUTTON